



PRIDE 7

FRANCE  2026

Communiqué de Pride7 pour la France 2026

Sommet du G7 - Présidence française





Nous, Pride7, soutenons les valeurs du Groupe des Sept (G7), à savoir les droits humains, la démocratie et l'État de droit. Nous nous sommes réunies pour le premier sommet de Pride7 à Tokyo le 30 mars 2023, sous l'impulsion de la communauté japonaise lesbienne, gaie, bisexuelle, transgenre, queer, intersexe et asexuelle (LGBTQIA+), qui milite depuis des années pour les droits des personnes LGBTQIA+, notamment en faveur d'une loi globale de non-discrimination, de l'égalité devant le mariage, de l'autonomie corporelle dans le respect des droits humains et de l'autodétermination du genre.

La Déclaration ministérielle de Matera réaffirme l'engagement constant du G7 en faveur de l'avancement de l'égalité entre les femmes et les hommes et de l'autonomisation des femmes, en reconnaissant le rôle essentiel d'efforts coordonnés dans l'ensemble de la société. Elle salue notamment l'engagement de voix diverses, dont le groupe émergent Pride7 (P7), ouvrant la voie à un avenir porteur d'espoir et inclusif, dans lequel toutes les identités sexuelles et de genre sont respectées et reconnues comme pleinement aptes à contribuer à un changement durable et transformateur. Dans cette perspective, P7 poursuit ses efforts pour être reconnu comme groupe officiel d'engagement du G7 afin de garantir sa voix dans cet espace.

Pour sa présidence, la France a affirmé sa volonté de réfléchir à l'affaiblissement général de l'aide publique internationale au développement et de repenser les partenariats internationaux afin de bâtir un système plus juste et plus efficace. Si Pride7 salue cette priorité, nous considérons également que les populations LGBTQIA+ demeurent largement invisibles dans les politiques de développement ainsi que dans les mécanismes de réponse et d'assistance, alors même que la défense des droits des personnes LGBTQIA+ demeure essentielle à la démocratie, à l'État de droit et aux droits humains, en particulier dans un contexte mondial de montée de l'autoritarisme.

Nous reconnaissons que, partout dans le monde, à l'intérieur comme à l'extérieur des pays du G7, des personnes continuent de subir des violences et des inégalités — parfois jusqu'à la torture ou à la mort — en raison de celles et ceux qu'elles aiment, de leur apparence, de leur manière de s'exprimer ou de ce qu'elles sont. Les gouvernements du G7 doivent s'affirmer comme des acteurs de premier plan à l'échelle mondiale et veiller à ce que leurs lois, politiques et pratiques soient conformes aux normes internationales relatives aux droits humains, tout en garantissant leur mise en œuvre, notamment par le respect des engagements du G7 en matière d'aide publique au développement



(APD) afin de protéger les personnes LGBTQIA+, et en prenant des mesures résolues pour lutter contre les abus et le harcèlement dans le monde entier.

Forts de la visibilité accordée aux questions d'orientation sexuelle, d'identité et d'expression de genre, ainsi que de caractéristiques sexuelles (OSIEGCS), sous les présidences du G7 du Royaume-Uni, de l'Allemagne, du Japon, de l'Italie et du Canada, nous appelons les gouvernements du G7, sous la présidence française, à renforcer leur soutien politique et financier ainsi que leurs protections dans les domaines des OSIEGCS. À l'avenir, ces questions doivent figurer dans les communiqués des chefs d'État et de gouvernement du G7 afin de reconnaître les expériences singulières et discriminatoires vécues par les personnes LGBTQIA+ dans l'ensemble de la société.

Afin d'exhorter les dirigeants du G7 à intégrer plus substantiellement les questions relatives aux OSIEGCS lors du sommet des chefs d'État et de gouvernement du G7 de cette année, Pride7 a rassemblé de nombreux appels qui dépassent les thèmes de la démocratie, de l'action humanitaire, de la durabilité économique, de la résilience climatique, de la justice de genre et de l'équité en santé, dans le but d'accompagner les États du G7 vers davantage d'inclusion pour les personnes LGBTQIA+.

Défendre la démocratie, renforcer les cadres juridiques et faire progresser les droits humains

La démocratie repose sur l'inclusion pleine et entière et la protection des personnes LGBTQIA+, ce qui exige des mesures visant à prévenir la discrimination, la violence et la stigmatisation, tout en renforçant les systèmes de soutien destinés aux personnes exposées à des risques de préjudice. Face à la montée de l'autoritarisme dans le monde, y compris dans les États du G7, les gouvernements doivent renouveler leur engagement à contrer les attaques croissantes contre les institutions démocratiques et réaffirmer les droits humains pour toutes et tous, quel que soit le statut au regard des OSIEGCS. Des lois garantissant l'égalité des chances, la reconnaissance juridique du genre fondée sur l'autodétermination et la protection contre la discrimination et la violence à l'égard des personnes transgenres, non binaires et de toutes les personnes de genre non conforme doivent être adoptées et appliquées, tandis que l'égalité des personnes LGBTQIA+ doit être intégrée dans l'ensemble des politiques publiques.



1. Adopter des mesures pour prévenir la discrimination et la stigmatisation à l'encontre des personnes LGBTQIA+ et renforcer les systèmes de soutien pour celles et ceux qui sont exposés à la violence, à l'isolement et à la pauvreté.
2. Faire face à la montée du mouvement anti-genre en condamnant la haine croissante et en réaffirmant l'engagement du G7 à promouvoir les droits humains de toutes les personnes, indépendamment de leur statut au regard des OSIEGCS.
3. Protéger les personnes nées avec des variations des caractéristiques sexuelles — également appelées personnes intersexes — contre les interventions médicalement non nécessaires et non consenties visant à « normaliser » leur corps. Garantir aux personnes intersexes un accès aux soins fondé sur leur consentement libre et éclairé individuel, sans obstacles liés au sexisme, à la pathologisation et à la stigmatisation. Les personnes intersexes doivent pouvoir autodéterminer leur identité de genre et leurs besoins en matière de santé, indépendamment du sexe qui leur a été assigné à la naissance, des normes binaires de genre ou des normes hétéronormatives, ainsi que d'autres stéréotypes de genre.
4. Adopter de nouvelles lois et appliquer les lois existantes en matière d'égalité des chances et de protection contre la discrimination et la violence afin de réduire les obstacles et de garantir l'égalité et l'équité pour les personnes transgenres, non binaires et toutes les autres personnes de genre non conforme. Cela inclut la reconnaissance juridique du genre sur la base de l'autodétermination.
5. Promouvoir l'intégration systématique de l'égalité des personnes LGBTQIA+ dans l'ensemble des politiques publiques en mettant en œuvre les mesures juridiques, financières, éducatives et toutes autres mesures viables nécessaires.
6. Veiller à ce que les gouvernements hôtes du G7 fassent preuve de leadership dans l'exercice de leurs responsabilités en adoptant des lois garantissant l'égalité, indépendamment du statut au regard des OSIEGCS, conformément aux normes internationales relatives aux droits humains, notamment sous la forme de lois de non-discrimination, de l'égalité devant le mariage, de l'autonomie corporelle et de l'autodétermination du genre.
7. Reconnaître Pride7 comme groupe officiel d'engagement de la société civile, aux côtés des autres groupes d'engagement officiels du G7 déjà existants et reconnus, tels que Women7, Civil7 et Youth7, et s'engager à consulter Pride7 tout au long des processus du G7.



8. Renforcer la Coalition pour l'égalité des droits (ERC), organe intergouvernemental rassemblant 45 États membres pour la protection des droits des personnes LGBTI, en tant que membres actifs, en prenant des engagements concrets et en soutenant financièrement sa structure afin de faire progresser ses objectifs.
9. Appeler l'ensemble des pays à reconnaître le rôle central des libertés d'expression et de réunion dans les institutions démocratiques et dans les droits des communautés minoritaires, à dénoncer les tendances mondiales qui limitent ces droits et à encourager la célébration pacifique des marches des fiertés LGBTQIA+ ainsi que des manifestations connexes en faveur des droits, de l'autonomie corporelle et de l'égalité, dans les pays du G7 et au-delà.
10. Appeler l'ensemble des pays à respecter leurs obligations au titre de l'Accord de Paris et de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice (CIJ) de 2025 sur les changements climatiques, à adopter et mettre en œuvre des engagements climatiques contraignants, à accroître leurs contributions financières, à assurer la protection des défenseuses et défenseurs de l'environnement LGBTQIA+ contre les menaces et les violences, et à garantir leur droit à un environnement propre, sain et durable.

Paix, stabilité et action humanitaire

Les personnes LGBTQIA+ sont exposées à des risques accrus pendant les crises humanitaires et les conflits. La guerre affaiblit souvent l'État de droit et accentue les inégalités sociales, ce qui accroît l'impunité des violences, les personnes LGBTQIA+ devenant fréquemment la cible de violences, de discriminations et d'atteintes diverses. Même dans le cadre des réponses aux crises, la stigmatisation juridique et culturelle persiste, rendant l'aide et les services inaccessibles et dangereux pour les personnes LGBTQIA+. Cela est d'autant plus vrai au regard de la fréquence et de l'intensité croissantes des événements météorologiques extrêmes, dans un contexte où l'aide et les services sont essentiels. La combinaison de formes d'exclusion juridiques, sociales et institutionnelles laisse aux personnes LGBTQIA+ peu de possibilités de protection ou de recours, aggravant leur exposition au danger dans des situations précaires et risquées. Même en temps de paix, les personnes LGBTQIA+ subissent des formes d'exclusion qui les placent dans des situations de vulnérabilité. Selon l'Expert indépendant sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre (IESOGI), de nombreuses personnes LGBTQIA+ sont contraintes de se déplacer à la recherche d'environnements plus sûrs. Leur nombre ne fera qu'augmenter dans les années à venir, en partie en raison des effets néfastes de



la fragilité socio-économique et de la dégradation climatique. En 2026, d'importantes lacunes demeurent dans la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies sur les femmes, la paix et la sécurité, et des appels tels que ceux de Women7 ont souligné le manque de volonté des membres du G7 de reconnaître le lien entre conflit et inégalités de genre.

11. Affirmer le droit à la protection des réfugiés pour les personnes fuyant les persécutions, y compris dans les pays du G7, sur la base des OSIEGCS, et reconnaître les vulnérabilités spécifiques et croisées des personnes réfugiées LGBTQIA+ à toutes les étapes du cycle migratoire, du déplacement à la réinstallation.
12. Appeler à une attention mondiale urgente et renouvelée sur les nombreuses crises humanitaires en cours, notamment en Afghanistan, en Haïti, au Myanmar, au Soudan, en Ukraine, en Palestine, au Liban et en Iran. En outre, selon la Cour pénale internationale (CPI) et la CIJ, les hostilités et les violences en Palestine font peser un risque plausible de génocide à Gaza ainsi que des soupçons de crimes de guerre commis contre des populations civiles. Nous appelons tous les pays du G7 à réaffirmer leur engagement à faire respecter les droits humains et la dignité de toutes les personnes dans les zones touchées par des conflits, et à reconnaître que les personnes LGBTQIA+ doivent être protégées de toute violence et ne jamais servir de justification à la violence.
13. Appeler les pays du G7 à rejoindre le Groupe de La Haye afin de réaffirmer l'importance du droit international, notamment en respectant les décisions de la CIJ et de la CPI.
14. Affirmer la responsabilité des États membres du G7, non seulement d'être prêts à s'engager dans l'agenda Femmes, Paix et Sécurité de manière plus transformatrice, mais aussi d'identifier les lacunes que présentent nombre d'entre eux concernant l'impact des conflits sur les personnes LGBTQIA+, lacunes qui ont laissé de nombreuses personnes LGBTQIA+ confrontées à la persécution dans les conflits et les crises.

Durabilité économique, équité et résilience climatique

Dans un contexte de recul croissant de l'aide internationale — en particulier dans les pays et régions où le soutien aux communautés marginalisées peut faire la différence entre la vie et la mort —, le G7 a un rôle crucial à jouer pour faire respecter les normes mondiales relatives aux droits humains. En tant qu'économies démocratiques de premier plan, les membres du G7 disposent à la fois de



l'influence et de la responsabilité nécessaires pour veiller à ce que les droits et la dignité des personnes LGBTQIA+ soient intégrés de manière significative dans la politique étrangère, l'aide au développement et l'engagement multilatéral et bilatéral, en particulier dans le contexte de l'extension des politiques dites Global Gag Rule des États-Unis. Cette nouvelle orientation politique d'un membre du G7 constitue une grave atteinte aux droits humains des femmes et des populations LGBTQIA+, en particulier aux droits des personnes trans, et menace l'ensemble de l'architecture mondiale du financement de l'aide internationale. Face à l'incertitude mondiale, ce moment représente à la fois un défi et une occasion pour le G7 de réaffirmer son engagement et de s'affirmer comme une voix plus visible et plus unie dans la protection et la promotion des droits des personnes aux OSIEGCS diverses dans le monde, notamment dans les espaces multilatéraux où les membres du G7 exercent une influence. Le harcèlement en ligne et les biais algorithmiques continuent de réduire au silence et de marginaliser les voix LGBTQIA+, en particulier lorsque les contenus LGBTQIA+ sont signalés à tort.

15. Reconnaître l'impact disproportionné, sur les communautés LGBTQIA+ et les autres communautés minoritaires, de la crise mondiale actuelle dans les domaines de l'aide au développement, de la réponse d'urgence et du financement mondial, et s'engager à accroître les financements destinés à la société civile LGBTQIA+, en consultation avec celle-ci, afin de soutenir les droits fondamentaux et les opportunités des personnes LGBTQIA+ dans tous les pays et toutes les régions.
16. Protéger l'autonomie et l'intégrité des mécanismes internationaux et multilatéraux, ainsi que la souveraineté des États bénéficiaires de l'aide, face aux pressions politiques, idéologiques et financières exercées par les États-Unis, et réaffirmer que l'aide internationale doit demeurer un instrument de solidarité fondé sur les droits humains, y compris la protection des droits et de la santé sexuels et reproductifs, et non un outil de coercition politique et économique.
17. Faire respecter et promouvoir l'État de droit afin de protéger les droits des personnes LGBTQIA+ et de lutter contre la discrimination, ainsi que contre les obstacles à l'emploi et à la stabilité économique, à la résilience climatique et à l'égalité d'accès à l'éducation, aux soins de santé et aux systèmes de services sociaux, à l'intérieur comme à l'extérieur de leurs pays.
18. Ancrer l'action climatique et environnementale dans les principes des droits humains et de la justice, tout en reconnaissant que les peuples autochtones ont toujours été les gardiens d'écosystèmes essentiels. Les États du G7 doivent veiller à ce que les communautés



LGBTQIA+ disposent d'une place véritable dans les processus décisionnels relatifs à l'action climatique et combattre la désinformation qui prétend que les catastrophes climatiques conduiraient à un renforcement des droits humains des personnes LGBTQIA+.

19. Garantir une participation pleine, égale, sûre et significative des personnes LGBTQIA+ dans toutes les sphères de la société, notamment en politique, dans l'économie, dans l'éducation, dans l'emploi formel comme informel, dans les soins de santé, dans la protection sociale, dans la culture et le sport, dans l'institution du mariage et dans la reconnaissance juridique des familles dans toute leur diversité.
20. Investir dans la constitution de jeux de données inclusifs, la responsabilité éthique, la protection de l'inclusivité, ainsi que dans la compréhension des risques et des avantages liés à la conception de produits fondés sur l'intelligence artificielle. En tant que Pride7, nous recommandons vivement de prendre sérieusement en considération la manière dont les technologies émergentes, notamment les systèmes biométriques, la surveillance par IA et les programmes d'identité numérique, peuvent causer un préjudice disproportionné aux personnes LGBTQIA+, en particulier dans des environnements répressifs ou non réglementés.
21. Il est essentiel que tous les gouvernements du G7 renforcent les politiques de diversité, d'équité et d'inclusion (DEI) au sein des institutions publiques et en encourageant activement l'adoption dans le secteur privé. Les politiques DEI sont des outils puissants pour favoriser des environnements de travail inclusifs et bienveillants et pour cultiver une culture de l'inclusion, apportant des bénéfices significatifs non seulement aux groupes sous-représentés, mais aussi à l'économie dans son ensemble. Les pays du G7 doivent combattre la désinformation et rejeter les politiques américaines qui prétendent que les politiques DEI produisent une main-d'œuvre moins qualifiée.

Justice de genre et équité en santé

Au sein des pays du G7 comme dans le monde entier, nous observons une recrudescence des attaques contre les femmes dans toute leur diversité, ainsi que contre les personnes de genres et de sexualités diverses. Des éléments montrent que le recul des politiques publiques et les lois visant à restreindre les droits sexuels et reproductifs contribuent à ce climat de violence et d'intolérance. Les crises sanitaires, telles que la pandémie de COVID-19 et l'épidémie de VIH, ont davantage relégué les personnes LGBTQIA+ aux marges de la société et mis en évidence de profondes inégalités dans leur accès aux systèmes de santé et dans les soins qu'elles y reçoivent, au sein des pays du G7



comme à l'échelle mondiale. De même, les évolutions des politiques publiques et de l'aide au développement ont laissé des populations clés sans accès à des traitements vitaux contre le VIH ni à des services essentiels.

22. Protéger les personnes LGBTQIA+ contre l'escalade de la violence et des discours qui cherchent à perpétuer le préjudice et la désinformation, en mettant en lumière la discrimination structurelle et les violences découlant de normes de genre hétéronormatives.
23. Investir dans des programmes ciblés dans les domaines du logement, de la santé, de la santé mentale et de la revitalisation culturelle, adaptés aux personnes LGBTQIA+, afin de combler les lacunes aggravées par la discrimination intersectionnelle.
24. Protéger les familles dans toute leur diversité, notamment par des reconnaissances juridiques respectant les familles LGBTQIA+ et leurs structures de prise en charge. Le droit de toute personne de fonder une famille doit être respecté, y compris l'accès aux techniques d'assistance médicale à la procréation.
25. Investir dans la santé mondiale, grâce à un huitième cycle de reconstitution intégralement financé du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, ainsi que d'autres partenaires multilatéraux tels que l'ONUSIDA et l'OMS, afin de protéger et de faire progresser les droits, la santé et la dignité de nos communautés dans les pays à revenu faible et intermédiaire et de mettre fin au VIH/sida.
26. Collecter des données désagrégées sur les expériences des personnes LGBTQIA+ dans l'ensemble des priorités de développement, y compris en matière de santé, d'éducation et de logement.

*Veuillez noter que le fait d'approuver ce communiqué de Pride7 signifie soutenir les valeurs des droits humains, de la démocratie et de l'État de droit.

*Les termes employés dans ce communiqué s'appuient sur les discussions menées au sein de la communauté internationale, ainsi que sur les discussions et les acquis des précédents sommets du G7 et du W7.

*Nous reconnaissons que la manière dont les minorités de genre et sexuelles s'identifient elles-mêmes doit être respectée.

Contact :

www.pride7.org



Michaël Arnaud

Directeur Général d'Égides

dg@egides.org

+33 (0)6 14 62 27 22